

COMMUNE DE ONESSE LAHARIE

Enquête publique unique préalable à une demande de défrichement et de permis de construire pour un projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol

Enquête du 26 septembre au 26 octobre 2023 17h00

ddtm-bajep-participation-du-public@landes.gouv.fr

D'après moi les compensations forestières devraient avoir un coefficient de 5 et la DDTM ne devrait pas déroger à sa décision malgré la demande de l'opérateur qui me semble totalement infondée.

Il manque la réponse de la DDTM à cette demande dérogatoire dans le dossier mis à l'enquête.

La solution retenue ne me semble pas la bonne le terrain avec toutes ses contraintes ne doit pas faire l'objet d'une coupe pour changer la nature foncière

Les experts chargés des inventaires ne mentionnent pas leurs diplômes et leurs cursus (je comprends pourquoi certains organismes donnent des avis)

L'ensemble du site fait l'objet d'enjeux fort sur le milieu naturel qui de mémoire lors des études pour les zones de développement de l'éolien l'avait retiré

Il aurait été judicieux que les photographies et les exemples présentées correspondent au site (on pourrait penser que les études d'impact aient été faite du bureau)

Ce dossier doit faire l'objet d'une demande de dérogation de destruction des espèces protégées

La figure 20 de l'étude d'impact définit une petite surface de zone humide quand l'ensemble du projet est en zone humide

Les mesures de compensation me semblent inexactes

Les parcelles concernées sont destinées aux compensations écologiques sont pas de valeurs écologiques significatives

Elles sont constituées de pins de 30 ans donc 2003 ces pins non pas été touchés par la tempête Klaus car a la lecture d'un ancien dossier de ZDE sur ce secteur ils n'étaient pas concernés

La compensation forestière devait être de 5 contrairement à la demande de dérogation d'arkolia d'après moi les services de l'état devraient reconsidérer le ratio par une augmentation de celui-ci

La protection contre les incendies ne respecte pas le règlement interdépartemental sur la protection contre les incendies feux de forêts de juillet 2023

III 1.4 dans résumé technique EI

La présence de deux nappes souterraines dont le bon état global est à prendre en compte de part une certaine vulnérabilité de la ressource (ce projet va à l'encontre d'une protection)

Le défrichement, dessouchage et la mise en place des pieux pour la structure des panneaux va accentuer cette vulnérabilité

Carte 2 de nombreux ruisseaux et rus existent sur le site et l'implantation de ce projet ainsi que le défrichement des terres va entraîner de grosses perturbations hydrographiques

Une ZNEIFF type 2 traverse le projet, tout défrichement serait de nature à compromettre ses protections régaliennes

Ce projet PV comme le défrichement demandé sont de nature à avoir une incidence sur les habitats naturels d'intérêts communautaire sur les zones humides et nécessite un avis favorable de la CDPENAF et de la CNPN

Un accord pour destruction des espèces protégées sera nécessaire

Comme le mentionne la carte 6 les 2/3 de la superficie de l'ensemble du projet est en zone humide

Les enjeux faunistiques comme floristique sont très fort à l'inverse de la carte 7 et d'une visite sur le terrain

Ce projet comme ce défrichement va à l'encontre du maintien des continuités écologiques

Ce projet constitue une erreur s'il était accordé

La carte 10 me semble inexacte car elle ne correspond pas du tout à la carte 6 et à l'état exact des lieux

Les mesures d'évitement, de réduction et de compensation envisagées ne sont pas acceptables aux vues des impacts réels du défrichement comme du projet

Ce projet ne respecte pas le SCOT de la haute landes la surface définie pour les ENR est largement dépassé

Il ne peut pas y avoir des continuités écologiques avec un défrichement, ainsi que la nécessité de défrichement et la destruction des espaces protégés

Ce projet n'est pas compatible avec le plan de développement forestier

Le bilan carbone de ce projet d'après mes calculs serait négatif

EN CONCLUSION JE NE PEUX EMETTRE QU'UN AVIS TRES DEFAVORABLE A CE DOSSIER en cas d'acceptation je pense que des recours juridique seront possible

Clet Jean-Marie

0674803960